



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Intervention sur le navire Safer

Question écrite n° 39712

Texte de la question

M. Fabien Gouttefarde interroge M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur la situation alarmante du navire pétrolier Safer qui mouille au large de Ras Issa depuis 2015, avec à son bord plus d'un million de barils de brut, qui menace chaque jour un peu plus des risques dévastateurs de fuites, voire d'explosions, et qui auraient des conséquences dommageables absolument dramatiques sur l'environnement, ainsi que sur la santé et les moyens de subsistance de millions de personnes, en détruisant les ressources halieutiques, dans un pays, le Yémen déjà en proie à un désastre humanitaire sans pareil actuellement. Selon les estimations 1,6 million de personnes seraient directement et gravement affectées au Yémen, et les conséquences s'étendraient aux États côtiers de la mer Rouge. Les Houthis, qui assurent le gardiennage du navire semblent réticents à l'intervention de force de la communauté internationale. Or, la France prendra la présidence du Conseil de sécurité de l'ONU en juillet 2021. Aussi, il l'interroge sur les mesures que la France envisage de proposer de mettre en œuvre pour pallier un naufrage si ce n'est imminent, inéluctable et aux conséquences si dramatiques qu'elles pourraient être irrémédiables.

Texte de la réponse

La dégradation du FSO Safer, qui mouille au large de Ras Issa depuis 2015 avec à son bord plus d'un million de barils de brut, comporte un risque important de fuites, voire d'explosion. Cela aurait un impact dramatique sur l'environnement, ainsi que sur la santé et les moyens de subsistance de millions de personnes au Yémen, mais également dans la majorité des États côtiers de la mer Rouge. La France a apporté son plein soutien à la tenue de deux réunions du Conseil de sécurité des Nations unies consacrées au FSO Safer le 15 juillet 2020 et le 3 juin 2021, à l'occasion desquelles les membres du Conseil ont fait part de leur préoccupation unanime et ont appelé les Houthis à autoriser sans délai l'accès de la mission d'inspection des Nations unies au FSO. Lors des réunions mensuelles du Conseil de sécurité des Nations unies sur le Yémen, la France rappelle systématiquement la nécessité de tout mettre en œuvre pour éviter la catastrophe écologique et humanitaire que fait craindre la situation actuelle du navire et appelle les Houthis à en permettre l'accès. La France est également mobilisée au sein de l'Organisation maritime internationale (OMI), agence spécialisée des Nations unies, qui a élaboré un plan d'urgence. La France rappelle, dans chacune de ces enceintes, que les blocages opposés par les Houthis à toute avancée à ce sujet sont totalement inacceptables. La mobilisation de la France s'est également traduite par une contribution à hauteur de 300 000 dollars à la mission des Nations unies chargée de l'inspection et des premières réparations du FSO Safer. Nous poursuivons, enfin, nos efforts en soutien de la médiation de l'Envoyé spécial des Nations unies pour le Yémen, et continuons d'apporter notre appui humanitaire à la population yéménite, principale victime de ce conflit qui dure depuis plus de cinq ans.

Données clés

Auteur : [M. Fabien Gouttefarde](#)

Circonscription : Eure (2^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 39712

Rubrique : Pollution

Ministère interrogé : [Europe et affaires étrangères](#)

Ministère attributaire : [Europe et affaires étrangères](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 juin 2021](#), page 5002

Réponse publiée au JO le : [3 août 2021](#), page 6231